

Sara GEENEN, Aymar NYENYEZI BISOKA et An ANSOMS,
Conjonctures de l'Afrique centrale 2019,
Cahiers africains, n° 93, Tervuren/Musée Royal de l'Afrique Centrale –
Paris, L'Harmattan, 458 pages.

Ce 93^{ème} numéro des *Conjonctures de l'Afrique centrale 2019*, mène le lecteur à approfondir les récentes dynamiques, en RD Congo, au Burundi et au Rwanda, à travers dix-sept chapitres répartis en 3 parties, analysant tour à tour cinq thématiques : les élections, les exilés, l'ethnicité, la gouvernance et les innovations. Il permet en outre d'envisager les transitions et les transformations en Afrique centrale, mais également les continuités et les reculs, afin de pouvoir penser des voies possibles et constructives vers des changements futurs au bénéfice de la population de la région.

La première partie (pp. 21-284) est la plus développée et constitue plus de la moitié de l'ouvrage. Elle comprend 10 chapitres de longueur inégale. Le *premier chapitre* porte sur l'appréciation des élections de 2018 par certains Congolais, sur l'impact de ces élections sur les groupes armés dans l'Est du pays et sur la problématique du genre qui, selon les auteurs, a été très peu prise en compte dans le contexte électoral.

L'une des analyses les plus intéressantes qui ressort de ce texte est qu'en dépit des limites que présente ce cadre électoral, les échéances constituent un pas en avant dans le processus démocratique en RD Congo. Comparées aux processus électoraux

de 2006 et 2011, les élections de 2018 « ont offert une base importante à la société civile et à la population plus généralement pour exercer un contre-pouvoir et ainsi renforcer le processus démocratique plus largement » (pp. 23-45).

Dans le *deuxième chapitre*, les auteurs comptabilisent les Congolais suivant l'identification ethnique dont ils se réclament eux-mêmes. Il ne s'agit pas de demander « qui est de quelle tribu ? », mais plutôt de s'interroger autrement : « qui se dit être de quelle tribu ? » (pp. 47-82). Il en ressort que, tandis que le Congo dans son ensemble est une mosaïque de plus de 300 tribus, la plupart des provinces sont dominées par une poignée de groupes ethniques. Plusieurs d'entre elles ont même désormais un groupe titulaire, soit majoritaire, soit dominant (p. 79).

Le *troisième chapitre* montre comment, dans des États pourtant considérés comme « défaillants », les services publics sont tout de même rendus. L'auteur analyse le pouvoir au niveau de l'administration locale, à travers le personnage et les actions du bourgmestre (pp. 83-101).

Le *quatrième chapitre* nous livre, sur base des données empiriques, une contribution à l'étude de l'urbanisation des villes émergentes dans un contexte de conflit armé et soutient que le conflit violent ne

doit pas seulement être compris comme un facteur qui détermine l'urbanisation à partir de l'extérieur, mais aussi comme un mécanisme central ou logique à travers lequel l'urbanisation elle-même se déroule (pp. 103-126).

Le *cinquième chapitre* pose la question de la gouvernance réelle en termes de patrimonialisme et de politiques de patronage. À partir du cas de la société pétrolière Perenco au Kongo Central, les auteurs démontrent que la responsabilité sociétale de l'entreprise est devenue un instrument de patronage et de cooptation des élites locales (pp. 127-155).

Le *sixième chapitre* montre que l'appauvrissement de la population de la RD Congo a connu une croissance, jusqu'à atteindre un niveau très inquiétant entre 1991-2001. L'année 2001 marque, cependant, le début d'une nouvelle ère de réformes économiques et de stabilisation institutionnelle effectuées dans un contexte d'ouverture internationale ; ce qui a rendu possible une relative amélioration de l'environnement macro-économique (pp. 157-186).

Le *septième chapitre* illustre l'exigence de l'innovation dans le contexte de l'exploitation minière artisanale. Cette innovation est l'introduction des machines à broyer qui a permis la mécanisation du processus de traitement des roches aurifères. Cherchant à comprendre à qui cette innovation profite, les auteurs confirment, d'une part, que la mécanisation de la production change les relations entre capital et

travail, mais que son impact n'est pas homogène. D'autre part, cette mécanisation permet d'augmenter la productivité et ouvre des voies potentielles d'accumulation aux capitalistes locaux (pp. 187-206).

Mais au-delà d'un investissement étatique pour soutenir les plus vulnérables, il convient d'éviter les effets pervers qu'induit une telle entreprise. C'est ce que révèle le *huitième chapitre* portant sur la question minière en RD Congo, en articulation avec l'agriculture et les forêts (pp. 207-240). En effet, l'auteur de cet article montre qu'il existe un lien fort entre l'exploitation minière et la dégradation de la productivité de sol via la déforestation à laquelle la mine participe tant directement qu'indirectement.

Au *neuvième chapitre*, les auteurs évoquent les écarts entre les règles officielles de sécurisation de la tenure foncière et les pratiques réelles dans le cas des coopératives maraîchères à Kinshasa. Il est démontré que les sites agricoles accordant une meilleure sécurité de la tenure foncière attirent beaucoup d'exploitants, lesquels se répartissent de faibles superficies de terres. Cependant, pour parvenir à une telle sécurisation dans un contexte fragile, les acteurs se doivent d'être inventifs (pp. 241-260).

De même, au *dixième chapitre*, les auteurs reviennent sur une innovation intéressante dans le domaine des aires protégées. Il s'agit des drones, qui sont de plus

en plus utilisés pour la surveillance des pâturages arides, l'agriculture de précision, l'évaluation de la biodiversité végétale, la gestion forestière ou encore les inventaires de faune. Un tel outil offre de nouvelles opportunités dans le suivi et la surveillance des aires protégées (pp. 261-284).

La deuxième partie de l'ouvrage (pp. 285-408) met l'accent sur la situation politique au Burundi, avec une transition qui, selon les Burundais, s'écarte des scénarios envisageables en 2018. Cette partie comprend 5 chapitres, soit du 11^e au 15^e chapitre dans l'ensemble de l'ouvrage.

Le *onzième chapitre* révèle le fonctionnement de la gouvernance réelle au sein de la justice au Burundi. Depuis l'année 2000 (environ), des programmes de coopération internationale ont mis en œuvre ou soutenu un grand nombre d'activités permettant des améliorations sensibles dans le secteur de la justice après la guerre civile. De manière générale, le texte rapporte que ces programmes ont eu des résultats positifs sans jamais avoir réussi à servir de levier politique pour négocier ou limiter l'ingérence du pouvoir exécutif dans l'exercice du pouvoir judiciaire (pp. 287-308).

Le *douzième chapitre* stipule que, bien qu'il y ait des lacunes, des contradictions, voire des incohérences qui constituent autant d'obstacles à l'effectivité de l'accès à la justice, force est de reconnaître que ces limites normatives

n'expliquent pas, à elles seules, l'accès très limité à la justice ou son instrumentalisation qui serait à la base de ce problème d'accès. Ainsi, au-delà des faiblesses normatives du cadre légal encadrant le droit d'accès à la justice au Burundi, l'effectivité de ce droit fondamental est fortement limitée par une tension entre l'autorité de la loi et la loi de l'autorité (pp. 309-328).

Le *treizième chapitre* évoque largement la difficulté de repenser les pourparlers depuis 2018, lorsque le Gouvernement a appelé à un référendum pour modifier la Constitution. Cette situation risque de s'empirer dès l'organisation des élections en 2020, sans l'opposition en exil. Les auteurs font valoir que, alors que les pourparlers précédant l'accord d'Arusha de 2000 bénéficiaient d'une situation «mûre» à la suite d'une longue guerre civile et de pressions régionales sur les parties au conflit ; ce sont précisément ces facteurs qui sont absents des pourparlers en cours (pp. 329-350).

Le *quatorzième chapitre* revient sur la question de l'ethnisation. L'auteure observe que depuis qu'une part importante du débat politique burundais a été mise en ligne, l'opposition en exil y a pris part. Cela a fait de cette arène politique virtuelle un lieu de fabrication des mémoires, faisant appel aux appartenances ethniques. L'auteure cherche également à comprendre le rôle de la plate-forme Twitter en tant que canal d'une propagande ethno-politique et/ou en tant qu'espace

de confrontation entre différents groupes (pp. 351-375).

Le *quinzième chapitre* fournit une illustration de gouvernance réelle en traitant de la réforme agricole au Burundi. En effet, les auteurs analysent la manière dont le Gouvernement burundais et les ONG se partagent les tâches dans l'appui public aux agriculteurs. Ils montrent ainsi en quoi la mise en œuvre du référentiel agricole marchand vise davantage les catégories riches et moyennes des paysans, et ne parvient pas à toucher les plus pauvres et les plus vulnérables, incapables de s'intégrer dans les chaînes de valeur et le marché (pp. 377-408).

La dernière partie de l'ouvrage (pp. 409-458) porte sur la situation politique au Rwanda et comprend 2 chapitres : le *seizième chapitre* aborde le problème des réfugiés rwandais vivant en Ouganda. Pour ces réfugiés, l'intégration dans le pays d'accueil constitue à ce jour la meilleure option, à défaut d'un rapatriement pouvant garantir leurs droits sur le sol rwandais. Une telle intégration nécessite un passage à une situation de développement inclusif pour les populations réfugiées et hôtes afin de garantir l'intégration socio-économique et d'éviter le risque de xénophobie et de ressentiment (pp. 411-433).

Le *dix-septième chapitre*, qui est le dernier de cet ouvrage, expose les difficultés liées au manque de flexibilité dans la mise en œuvre des politiques publiques basées sur des référentiels importés. Les auteurs montrent, en effet, que le Rwanda a entamé un processus de réforme agraire pour établir des directives assurant une gestion durable après le génocide (pp. 435-458).

D'une manière ou d'une autre, les auteurs du présent ouvrage évoquent les changements ou l'absence de changements en Afrique centrale. Leurs analyses aideront sans doute les lecteurs à comprendre les conséquences – parfois contradictoires – de ces changements. Les thèmes que les différents chapitres abordent sont d'une actualité et d'une scientificité incontestables. De même, les critères de sélection des articles témoignent davantage de la rigueur et de la qualité des recherches que les *Conjonctures de l'Afrique centrale 2019* mettent à la disposition des lecteurs.

Aimé LUTAKU NZAMA,
Étudiant en Économie et
développement à l'Université
Catholique du Congo.
lutakunzam@yahoo.fr